



Comment les Etats-Unis ont réduit à néant les espoirs des Afghans

A propos de l'histoire contemporaine du pays de l'Hindou Kouch

Par [Matin Baraki](#)

Mondialisation.ca, 02 juillet 2017

[Horizons et débats](#) 26 juin 2017

Région : [Asie](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#), [Histoire, société et culture](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

Il y a quelques semaines, un attentat faisant plus de 90 morts dans la capitale afghane de Kaboul a de nouveau épouvanté l'opinion mondiale. L'Afghanistan ne revient pas à une vie normale. Dans ce pays, la guerre continue et elle demeure quotidienne - à présent depuis déjà pratiquement 40 ans. Le texte ci-dessous de Matin Baraki, chercheur en sciences politiques et enseignant à l'Université de Marbourg, donne un aperçu des rapports historiques et politiques. Baraki, lui-même originaire d'Afghanistan, l'a quitté en 1974, rend compte des tentatives - depuis le début des années 1960 - de construction d'une démocratie dans le pays, de l'échec de ces tentatives et de la responsabilité des pouvoirs étrangers impliqués, notamment les Etats-Unis et leurs alliés.

L'auteur en visite chez sa famille en Afghanistan. (photo Matin Baraki)



Le 9 mars 1963, le roi Mohammad Saher annonça la démission de son Premier ministre, Mohammad Daud. Cela devait éviter au royaume d'Afghanistan une révolution venue de la rue. Il s'agissait d'une tentative de transformation partant d'une monarchie absolue pour aboutir à une monarchie constitutionnelle. La monarchie afghane s'était décidée, «à laisser au peuple l'entière liberté du choix de la forme sous laquelle il souhaitait voir s'exercer le gouvernement et l'administration». La population pouvait être sûre, «que nous irons jusqu'au bout dans le domaine des principes démocratiques et des réformes sociales. Nous voulons que notre peuple détermine son destin. Nous voulons que les partis politiques puissent y souscrire»¹, soulignait-on du côté officiel.

Tentative de monarchie constitutionnelle (1964-1973)

Le 11 mars 1963, Mohammad Jossof, jusqu'alors ministre de l'Industrie minière et de l'Industrie, fut nommé nouveau ministre-président. Avec Jossof, des forces extérieures à la dynastie accédaient pour la première fois aux affaires gouvernementales tout en jouissant de la confiance du roi ainsi que de la classe dirigeante aristocratique. Dès sa première déclaration gouvernementale, le 28 mars 1963, Jossof annonça des réformes dans la politique du pays, dont l'élément essentiel devait être l'élaboration d'une nouvelle Constitution et d'une loi électorale. En septembre 1964, une Loyah Djergah (Grand Conseil) accepta le projet constitutionnel et le 1er octobre 1964, la nouvelle Constitution fut ratifiée par le roi.

Dans l'article 1 de la Constitution, il est dit: «L'Afghanistan est une monarchie

constitutionnelle et un Etat unitaire indépendant et indivisible.» Soutenues par la Constitution, toutes les tendances politiques furent rendues publiques, ainsi que leurs programmes. Le 1er janvier 1965, les forces politiques d'orientation marxiste fondèrent en toute illégalité le Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PPDA). Un an plus tard fut adoptée une loi sur les partis politiques. Le 30 avril 1963, Jossouf, alors Premier ministre, avait déclaré que la seule solution valable pour l'Afghanistan était un système bipartite. Cela était dans l'intérêt d'un pouvoir exécutif stable et il fallait barrer la voie de la formation politique aux groupes minoritaires. Le parti au pouvoir devait être composé des partisans du roi et de ses proches pouvoirs, le second parti faisant fonction de «parti d'opposition», avec obligation de loyauté envers le roi.

Pour la première fois eurent lieu des élections législatives (du 10 au 25 septembre 1965) avec une forte participation populaire. Le 25 octobre 1965, lycéens et étudiants manifestèrent publiquement pendant le débat parlementaire sur la question de confiance au cabinet nouvellement formé et qui serait de nouveau sous la direction de Mohammad Jossouf.

Leur protestation concernait la composition du cabinet Jossouf au sein duquel on trouvait des personnalités réputées extrêmement corrompues telles Said Qasem Reschtia, le ministre des Finances. La police et l'armée réagirent par la force des armes envers les manifestants; selon les chiffres officiels, il y eut trois morts et plusieurs douzaines de blessés. Selon les informations diffusées par des observateurs indépendants, il y eut entre 20 et 30 morts parmi les lycéens et les étudiants.

Afin d'apaiser la situation, Jossouf démissionna de ses fonctions de chef du gouvernement le 29 octobre 1965. Cela marque l'échec de la première tentative de démocratisation, connue comme la «révolution tranquille». Les neuf gouvernements qui se succédèrent jusqu'en avril 1978 ne parvinrent pas non plus à satisfaire mêmes les besoins élémentaires de la population.

Le roi Saher («ombre d'Allah») est balayé (1973-1978)

Dans de nombreux domaines, l'Afghanistan se rangeait parmi les pays les moins développés et les plus pauvres du monde. C'était déjà à l'époque, selon les statistiques de l'ONU, le pays le plus sous-développé d'Asie.

Malgré l'aide au développement «néocolonialiste» accordée depuis des décennies par les nations occidentales – principalement les Etats-Unis et la RFA – la situation socio-économique s'était aggravée en Afghanistan d'année en année. A lui seul, l'endettement, résultant notamment de nombreux projets de développement partiellement aboutis ou carrément avortés,² était en forte hausse au point que la situation générale devenait de plus en plus menaçante pour la monarchie.

La majorité de la population afghane vivait de toute façon déjà à la limite du minimum vital. La famine, dont furent victimes près de 1,5 millions de personnes suite à la période de sécheresse dévastatrice de 1971/1972, scella la fin du règne du roi Mohammad Saher. «Le temps approchait de prendre des décisions au sujet, soit de la révolution de ceux qui attendaient dans l'ombre [...] soit des mesures radicales menant à une démocratie moderne. Il fallait que quelque chose se produise tôt ou tard venant de la monarchie, ou alors il y aurait quelque chose qui se passerait avec la monarchie.»³

Le 17 juillet 1973, les officiers appartenant au Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PPDA) lancèrent un coup d'Etat contre la monarchie et portèrent au pouvoir Mohammad Daud (ministre-président de 1953 à 1963 et, en outre, beau-frère et cousin du roi).

Cependant le gouvernement Daud ne mis en œuvre aucune des réformes qu'il avait promises dans son premier «discours à la nation». Sur le plan de la politique extérieure, il jeta par-dessus bord la politique traditionnelle de non-alignement de l'Afghanistan tout en intensifiant les relations avec le Shah d'Iran, le président égyptien Anwar Al Sadat, l'Arabie saoudite et le Pakistan.

En premier lieu, Daud exclut peu à peu toutes les forces de gauche de toutes les positions importantes et passa de plus au printemps 1978 à la répression ouverte contre la direction du PPDA. S'y ajoutèrent en outre le terrorisme politique islamiste et la terreur exercée par les services secrets dont étaient victimes des politiciens connus et des représentants du PPDA. Mir Akbar Chaibar, membre fondateur du parti et membre du bureau politique, fut assassiné en pleine rue le 18 avril 1978. En outre, Daud fit arrêter tous les membres de la direction du parti, à quelques exceptions près; ils devaient être liquidés.

Lorsqu'on annonça cette nouvelle aux actualités du soir à la télévision afghane, cela amena le 27 avril 1978 une révolte de l'armée contre le régime de Daud sous la conduite du parti PPDA et initia en conséquence un processus révolutionnaire (révolution d'avril).⁴ Les militaires libérèrent la direction de parti et lui transmirent le gouvernement de l'Etat: le secrétaire général Nur Mohammad Taraki fut nommé à la présidence du Conseil de révolution et ministre-président et Babrak Karmal son adjoint, ainsi qu'Hafisullah Amin ministre des Affaires étrangères. Ainsi échoua la deuxième tentative de démocratisation du pays de l'Hindou Kouch.

Afghanistan, un modèle à ne pas imiter (1978-1980)

Après la réussite de la révolte du 27 avril 1978, le gouvernement révolutionnaire entreprit des mesures de réforme comme la législation sur le mariage et le divorce (Décret no 7 du 17/10/78), la réforme agraire (Décret no 8 du 28/11/78) ainsi qu'un programme exhaustif d'alphabétisation, ceci afin de s'attaquer et casser les structures féodales et semi-féodales encore en place.⁵ Dès le début, le combat contre l'analphabétisme remporta un tel succès qu'en 6 mois près de 1,5 millions de personnes apprirent à lire et à écrire, ce pour quoi l'UNESCO décerna un prix à l'Afghanistan. Dans le pays tout entier, on organisa 27 000 cours de formation permanente auxquels participèrent en tout 600 000 personnes.⁶

De nombreuses erreurs furent commises dans le mouvement de réformes. Entre autres choses, on négligea de préparer la population aux mesures révolutionnaires, ce qui renforça la contre-révolution. Fin 1979, la situation du gouvernement était si désespérée qu'ils demandèrent l'aide militaire soviétique «afin d'empêcher l'Afghanistan de devenir un second Chili (putsch militaire contre le gouvernement Allende du 11/9/73).⁷ Le gouvernement afghan demanda au total 21 fois⁸ l'aide de l'Union soviétique, entre autres lors d'une conversation téléphonique le 18 mars 1979 entre N.M. Taraki et Alexej N. Kossygin, président du Conseil des ministres de l'URSS. ⁹

Avec l'engagement militaire soviétique à partir du 27/12/79, fondé sur le traité d'amitié soviéto-afghan du 5/12/78 et l'article 51 de la Charte de Nations-Unies, le conflit afghan s'internationalisa et fut attisé d'abord de façon occulte puis plus tard ouvertement par les plus grands pays occidentaux, y compris la RFA et ses alliés régionaux. A l'époque, le porte-parole du groupe parlementaire de la CDU/CSU au Bundestag, Jürgen Todenhöfer, plaida avec véhémence pour l'équipement et le réarmement des contre-révolutionnaires avec les armes les plus modernes et motiva sur place les fanatiques du combat et de la destruction de l'Afghanistan.

Les pays impérialistes se réjouirent tout haut d'avoir attiré l'Union soviétique dans un piège. Dans une interview pour le «Le Nouvel Observateur» Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de sécurité du président américain Jimmy Carter (1977-1981), souligna: «Nous n'avons pas poussé les Russes à intervenir,¹⁰ cependant nous avons sciemment augmenté la probabilité qu'ils le fassent.»¹¹

A partir de 1979, on lança contre l'Afghanistan «la plus grande opération secrète dans l'histoire de la CIA».¹² Immédiatement après la révolution d'avril, sous la houlette des services secrets américains CIA et de son organisme-frère pakistanais, l'Inter Service Intelligence (ISI), on réorganisa environ 35 000 islamistes radicaux issus de 40 pays islamiques¹³ en puissantes organisations armées qui furent lâchées à l'attaque contre l'Afghanistan.¹⁴ Plus de 100 000 islamistes ont ainsi été directement influencés par la guerre contre l'Afghanistan.¹⁵ En 1985, la CIA a soutenu la contre-révolution afghane «avec un montant record de 250 millions de dollars».¹⁶ Cela constituait «plus de 80% du budget pour les opérations secrètes de la CIA».¹⁷ Selon le Spiegel, dans les dix premières années de la guerre civile en Afghanistan, les islamistes ont été officiellement armés pour «plus de deux milliards de dollars».¹⁸

Il fallait absolument empêcher que l'Afghanistan devienne un modèle. Sinon les souverains de toute la région, depuis l'Iran - l'allié le plus proche des Etats-Unis - jusqu'aux potentats arabes despotiques, auraient été emportés par des tempêtes révolutionnaires. La révolution iranienne de février 1979 en fut un exemple patent: le Shah d'Iran, l'un des souverains les plus puissants de la région et, à côté de la Turquie - partenaire de l'OTAN - l'allié le plus important du monde occidental, fut chassé. Les Etats-Unis furent ensuite contraints de transférer leurs stations d'espionnage de la frontière soviéto-iranienne à la Turquie, de retirer près de 40 000 de leurs conseillers militaires et de fermer le siège de la centrale régionale de la CIA à Téhéran.¹⁹

Comme les efforts des autorités afghanes pour résoudre politiquement le conflit n'eurent aucun succès, elles décidèrent de capituler. La voie vers l'islamisation était ainsi aplanie et l'immense espoir de la population, détruit.



Début de l'islamisation (1992)

Le nouveau gouvernement formé autour du ministre des Affaires étrangères Abdul Wakil, Najmudin Kawiani, Farid Masdak (tous trois étaient membres du bureau politique) et l'ex-représentant et successeur de Najibullah, Abdul Rahim Hatef, avait décidé de transmettre le pouvoir aux contre-révolutionnaires le 27 avril 1992. Leur président en exil Sebghatullah Modjadedi devint ainsi le premier chef d'Etat de la République islamique d'Afghanistan.

Cependant les islamistes ne réussirent pas non plus à gouverner ensemble le pays, en raison d'intérêts politiques et économiques divergents. La paix, si ardemment souhaitée par le peuple, ne revint pas. Au contraire, la guerre continua avec une brutalité jusque là inégalée. L'opinion mondiale s'en apercevait à peine, mais «les dernières nouvelles de Kaboul, la capitale afghane faisaient en sorte que même la guerre civile en Bosnie-Herzégovine apparaissait presque comme un conflit inoffensif: 3000 à 4000 morts,²⁰ 200 000 réfugiés, une ville sans eau, ni électricité ou denrées alimentaires».²¹

Les grandes villes, au nombre desquelles Kaboul, furent réduites en ruines et en cendres. Des observateurs parlaient même de l'incinération de Kaboul.²² Cet échec historique des islamistes contredisait les intérêts stratégiques et politico-économiques de leurs commanditaires étrangers. Car de leur avis, un régime d'Afghanistan coopérant avec les Etats-Unis et le Pakistan devait réussir à créer des conditions de stabilité politique favorables à la conception du capital pakistanais et américain dans la région du Moyen-Orient – en particulier dans les républiques d'Asie centrale. C'est ainsi que cette situation donna naissance aux talibans dont les accoucheurs furent les Etats-Unis.

La talibanisation (1994)

Longtemps oublié de l'opinion mondiale et rétrogradé au stade d'«orphelin» de la politique mondiale²³, l'Afghanistan redevint un sujet prépondérant pour les médias internationaux avec l'apparition des talibans en 1994, la prise de Kaboul le 27 septembre 1996, et leur politique fondamentaliste, extrêmement misogyne et hostile à toute forme de culture, laquelle culmina lors de la destruction des statues de Bouddha dans le Bamyân (Afghanistan central) début mars 2001.

La catastrophe du 11 septembre 2001 à Washington et New York aurait pu devenir un point d'inflexion pour l'Afghanistan, si la communauté internationale avait pris en considération non seulement les intérêts particuliers de certains pouvoirs déterminés, mais aussi ceux des Afghans. Bien que l'apparition publique des talibans ne date que de septembre 1994, ils étaient cependant déjà constitués en force militaire dans le nord-est de l'Afghanistan dès 1985/86, selon les informations recueillies auprès du général Aslam Beg, l'ancien chef d'état-major général du Pakistan. Ils étaient principalement passés par les «Madrasah», des écoles religieuses dispensant une formation fondamentaliste aussi bien militaire que religieuse. Olivier Roy, expert français de l'Afghanistan, avait, dès l'été 1984, pu observer l'action sur les fronts des talibans dans les régions du sud de l'Afghanistan, à Orusgan, Sabul et Kandahar.

«Il s'agissait en principe de la transformation d'une Madrasah villageoise en un front militaire.»²⁴ Ils recrutèrent entre autres parmi les enfants issus des orphelinats en Afghanistan et dans les camps de réfugiés au Pakistan. Sous le commandement direct de l'armée pakistanaise et des services secrets de l'ISI, ils étaient utilisés selon les besoins dans divers groupes de moudjahidins. D'après le général Beg, les moudjahidins «ont été financés généreusement par les gouvernements du Pakistan et de l'Arabie saoudite et, éventuellement des Etats-Unis».²⁵ Pour ce qui est de la décision d'utiliser les talibans en tant que formation militaire indépendante dans la guerre civile afghane, les motivations principales en étaient, selon ma propre estimation, les suivantes:

1. Au printemps 1994, les chefs des groupes rivaux de moudjahidins en Afghanistan furent cités à comparaître devant la Commission des Affaires étrangères du Congrès américain lors d'un entretien à Washington. Les moudjahidins n'envoyèrent que leurs dirigeants secondaires ou ne répondirent simplement pas du tout à cette «invitation». On présenta aux chefs de moudjahidins présents un plan de réalisation d'un projet d'oléoduc qui aurait fait transiter par l'Afghanistan le pétrole et le gaz de l'Asie centrale – troisième réserve mondiale – jusqu'à l'océan Indien. C'est la raison pour laquelle les plus grands groupes pétroliers occidentaux avaient mené depuis 1990 une «lutte sans merci».²⁶ Il fut donc demandé aux représentants des moudjahidins de conclure une entente dès que possible afin de ne pas retarder la réalisation du

projet.²⁷ Ils promirent alors à leurs interlocuteurs américains qu'ils désiraient résoudre le conflit afghan rapidement et pacifiquement – une promesse jamais tenue.

Les talibans ne sont rien d'autre que le produit des intérêts économiques des Etats-Unis et de leurs alliés régionaux. L'échec historique des moudjahidins a vu la naissance des talibans en tant qu'unité tactique organisée et indépendante sur le théâtre des opérations d'Afghanistan.

Sorties en apparence du néant, des unités militaires bien organisées, connues à présent sous le nom de talibans, attaquèrent en septembre 1994 la ville afghane de Kandahar à partir de leurs bases du Pakistan. C'était le début d'une nouvelle tentative de résolution militaire du conflit afghan, ayant la préférence des Etats-Unis et de leurs alliés régionaux. La mission historique des talibans telle qu'on la voyait alors, était d'occuper tout l'Afghanistan afin de créer les conditions favorables à la réalisation des projets économiques, politiques et idéologiques des Etats-Unis, du Pakistan et de l'Arabie saoudite. S'y rajoutait encore l'intérêt géostratégique spécifique du Pakistan envers le pays voisin. «Ce serait bien d'avoir un gouvernement fantoche à Kaboul qui contrôlerait le pays tout entier et serait favorablement disposé face au Pakistan»²⁸ constata alors un stratège pakistanais.

2. Gulbuddin Hekmatyar, le moudjahid favori des Etats-Unis et de leurs alliés dans le conflit afghan, était tombé en disgrâce à cause de ses discours anti-occidentaux et de son soutien au dictateur irakien Saddam Hussein pendant la deuxième guerre du Golfe, ainsi que son refus catégorique de retourner les missiles Stinger encore en sa possession et dont il avait reçu de grandes quantités des Etats-Unis. Il suscita même un affront direct envers les Etats-Unis en en vendant une partie à l'Iran.
3. Le marché de l'Asie centrale était considéré comme le terrain privilégié des exportations pour les produits pakistanais. Cependant l'unique voie de transit pour y accéder passe par le territoire afghan. Après une rencontre avec des représentants des compagnies pétrolières saoudiennes et américaines, le ministre-président pakistanais Nawaz Sharif de l'époque invita impérativement les talibans à finaliser l'occupation totale de l'Afghanistan avant la fin de l'été 1997.²⁹ Depuis longtemps, cela n'était plus un secret que des unités régulières de l'armée pakistanaise étaient associées aux opérations de combat amplifiant encore l'injonction de Nawaz Sharif, car «livrés à eux-mêmes, les talibans ne seraient pas capables de s'emparer d'un seul village».³⁰
4. Les Etats-Unis ainsi que l'Arabie saoudite voulaient endiguer l'influence idéologique de leur rival iranien en Afghanistan. Les groupes de moudjahidins s'étant ici aussi révélés incapables, ils devaient appuyer les talibans à leur place.

La guerre des Etats-Unis dans l'Hindou Kouch (2001-jusqu'à?)

Le 5 décembre 2001, alors que la guerre américaine en Afghanistan était encore en cours, un gouvernement pour l'Afghanistan fut constitué, sous la responsabilité des Nations Unies, sur le Petersberg près de Bonn. Y étaient représentés des chefs de moudjahidins qui se connaissaient depuis plusieurs années de guerre civile. Les forces rassemblées étaient principalement celles qui avaient participé de façon décisive à la destruction de Kaboul durant laquelle plus de 50 000 civils avaient trouvé la mort. Le général ouzbek Abdul Raschid Dostum, le seul chef de milice séculaire d'Afghanistan n'avait pas été invité à cette conférence.

Parmi les observateurs internationaux, seuls étaient représentés les Etats-Unis avec 20 participants. Cette énorme présence laissait présager une influence déterminée du déroulement et du résultat des pourparlers. Les Etats-Unis s'imposèrent ainsi avec la nomination de Karsei au poste de ministre-président bien que ce dernier n'était pas présent au Petersberg, car il se trouvait sur un navire de guerre des Etats-Unis dans l'océan Indien.

La communauté internationale sous l'égide américaine parlait d'une «démocratisation» de l'Afghanistan, et pourtant elle portait au pouvoir des islamistes, des seigneurs de guerre et des criminels de guerre. C'était à présent la quatrième fois qu'étaient déçus les espoirs de paix durable et de démocratie de la population afghane meurtrie: 1) En 1989, après le départ des forces armées soviétiques, 2) suite à la prise de pouvoir des moudjahidins en 1992, 3) avec l'arrivée des talibans en 1994-1996, 4) avec l'expulsion des talibans en 2001. Ainsi la communauté internationale a non seulement gaspillé une autre chance d'aider l'Afghanistan sur la voie de la démocratisation, mais encore a dûment entériné l'échec d'une solution au conflit par la voie militaire.

Tentative d'intégration des talibans

Lors de la guerre d'Afghanistan, l'administration Bush avait présenté la destruction d'Al-Kaida sous la direction d'Oussama ben Laden et des talibans comme l'objectif direct de la guerre. Quand ils finirent par se rendre compte qu'on ne pouvait détruire les talibans aussi facilement qu'Al-Kaida et encore moins les éliminer d'Afghanistan, les stratèges occidentaux entreprirent alors de les différencier. Al-Kaida avait un agenda international, les talibans demeuraient à l'échelon national, c'était le nouveau mot d'ordre. C'est-à-dire que la lutte des talibans avait à présent un objectif national, de plus orienté uniquement contre les armées occidentales en Afghanistan. On devait donc tenter de les intégrer dans les structures politiques quasi-coloniales dans l'Hindou Kush. Pour mettre cette stratégie en pratique avec succès, il fallait avant tout renforcer la pression sur les talibans en les divisant et en éliminant physiquement certains des chefs locaux.

Les experts gouvernementaux auprès de la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) de Berlin plaidèrent pour un «coup fatal» à porter contre les instances dirigeantes des groupes de résistance afghans [Quetta-Shura, qui comprend les talibans, le réseau d'Haqqani et le Hezb-e Islami de Gulbuddin Hekmatyar] avec pour objectif d'affaiblir significativement l'opposition militante [...]».31 Cela ressemblait à une incitation au meurtre, ce qui d'après le code pénal allemand (StGB § 26 Anstiftung) est interdit et condamnable: «L'instigateur est punissable de la même façon que l'auteur du crime, celui qui a intentionnellement incité un tiers à commettre un acte illégal avec préméditation.» En conséquence, l'instigateur devrait être condamné exactement comme l'auteur du délit lui-même.

Les exigences politiques et militaires des talibans devaient ultérieurement être présentées de telle manière qu'elles puissent être satisfaites.

Les stratèges occidentaux découvrirent alors les «talibans modérés» qui entrèrent en ligne de compte comme partenaires de négociations. En avril 2007, le chef du SPD de l'époque, Kurt Beck avait convoqué une conférence pour la paix pour l'Afghanistan, à laquelle tous les groupes importants de l'Hindou Kush, dont les talibans auraient dû participer. Cela ne mena nulle part. On continua néanmoins les négociations secrètes entre les diverses parties impliquées dans le conflit, avec plusieurs rencontres en Allemagne. C'est seulement six ans plus tard, le 18 juin 2013, que les talibans ouvrirent leur bureau de liaison à Doha, capitale du Qatar. C'est là que les islamistes, les Etats-Unis et le gouvernement afghan

entreprendraient des pourparlers.

L'arrière-plan sous-tendant la volonté des Etats-Unis de conduire les négociations résidait dans le fait que pour ceux-ci la guerre était devenue trop chère. D'après les informations officielles, la guerre de l'Hindou Kouch, lorsqu'elle atteignit son paroxysme, coûtait 1,5 milliards de dollars par semaine. Pour cette raison, plus de 135 000 hommes appartenant aux troupes d'intervention des Etats-Unis et de l'OTAN devaient être retirées d'Afghanistan avant la fin 2014. Les occupants américains et leurs alliés avaient depuis longtemps fait leur deuil des paysages riantes et autres augustes objectifs qui avaient été projetés pour l'Afghanistan en 2001 par l'Occident, comme par exemple la démocratie, les droits de l'homme, une bonne politique gouvernementale. «Aussi longtemps que les talibans renonceront à faire usage de leur souveraineté pour servir de base arrière aux terroristes internationaux, ils pourront y fonctionner et y agir à leur guise, firent savoir les Etats-Unis.»³² Les talibans suspendirent dans leur siège de Doha la bannière de l'«Emirat islamique d'Afghanistan» et cela, en tant que gouvernement parallèle, ce qui fut perçu comme un affront par l'administration de Kaboul. Jusque là les talibans avaient refusé toute discussion avec cette dernière, car ils considéraient Karsai comme une marionnette des Etats-Unis.

A la fin des pourparlers, les talibans devaient être associés au gouvernement et ils auraient donc dû pour cette raison accepter la Constitution afghane de 2004. Les talibans se référèrent cependant à la Charia. C'est ainsi que l'échec des pourparlers de Doha fut rétrospectivement influencé par les exigences maximales des deux parties.

Au début de 2016, une nouvelle tentative fut entreprise pour ranimer en Afghanistan le processus de paix, qui était resté au point mort. Le 11 janvier, des représentants des gouvernements afghans, pakistanais, chinois et américains se rencontrèrent dans la capitale pakistanaise d'Islamabad afin d'élaborer un plan de paix pour le pays de l'Hindou Kouch. Suite à cela, Sartaj Aziz, conseiller en politique extérieure du gouvernement pakistanais, indiqua dans son discours d'ouverture qu'on devait proposer aux talibans des incitations pour qu'ils cessent d'utiliser la violence. «Nous ne devrions avoir aucune attente excessive» restreignait-il donc.³³

Après des pourparlers secrets de plusieurs années, l'administration de Kaboul réussit à intégrer Gulbuddin Hekmatyar, criminel de guerre et chef du parti islamique afghan, dans les structures existantes de l'Afghanistan. Puisque son groupe n'a militairement joué plus aucun rôle au cours des dernières années, il ne s'agit donc que d'une opération à la signification psychologique et propagandiste.

Eau potable dans le village Schina près de Kaboul. (photo Matin Baraki)



La Chine et la Russie, nouveaux acteurs

Les tentatives de l'Occident d'intégrer également l'opposition armée regroupée sous la bannière des talibans ont échoué. «Les interventions de l'Occident ont été contreproductives», souligna, apparemment fâché, Khawaja Muhammad Asif, ministre pakistanais de la Défense³⁴ en marge de la Conférence de sécurité de Munich de 2017. L'Occident est responsable des interventions militaires manquées en Afghanistan de même qu'en Irak, en Libye et en Syrie et de leurs conséquences, soulignait Asif, en ajoutant que dans l'Hindou Kouch, une coalition militaire internationale sous commandement américain avait «laissé derrière elle un réel chaos». Pour une résolution politique du conflit en

Afghanistan et dans la région, une coopération régionale de pays tels que l'Afghanistan, le Pakistan, la Chine, l'Iran et l'Inde aurait des perspectives de succès.

Deux nouveaux acteurs, les gouvernements de la Chine et de la Fédération de Russie, essaient à présent en tant qu'intermédiaires neutres de trouver une solution politique. La Chine, étant considérée comme un partenaire stratégique du Pakistan, les talibans ont donné leur accord. La Russie participera également, étant acceptée comme intermédiaire neutre par toutes les parties. Fin décembre 2016, la Chine, la Russie et le Pakistan se sont mis d'accord pour retirer les représentants des talibans de la liste des sanctions établie par l'ONU. De cette façon, on peut encourager un dialogue apaisé entre l'administration de Kaboul et les talibans.

Alors que le gouvernement de Kaboul réagit avec réserve, les talibans saluèrent la proposition. Le porte-parole de l'OTAN à Kaboul, Charles Cleveland, déclara à Kaboul sur Tolo-TV que «l'engagement russe avec les talibans» lui causait des soucis.³⁵ Cela donnait une légitimation aux talibans en tant qu'organisation. Cependant, souligna Cleveland, nous voulons renforcer le gouvernement de Kaboul.

Le gouvernement russe a cependant invité à nouveau à des pourparlers sur l'Afghanistan pour le 14 avril 2017 à Moscou, comme l'annonça le 18 mars 2017 Mohammad Hanif Atmar, expert pour la sécurité de la présidence de Kaboul à l'agence de presse Interfax. Pendant que l'administration de Kaboul envoyait un chef de service à Moscou, des représentants de la Chine, de l'Iran, de l'Inde et du Pakistan ainsi que de cinq ex-républiques soviétiques centrales-asiatiques étaient associés à la rencontre aux côtés d'experts de la Russie et de l'Afghanistan. Les Etats-Unis et les talibans y étaient invités eux aussi.³⁶ Tous deux avaient refusé leur participation³⁷, ce qui équivalait à un boycott. Les participants de la conférence appelèrent les talibans à des pourparlers de paix. Leurs dirigeants devaient s'écarter d'une résolution violente du conflit et entreprendre des pourparlers avec le gouvernement de Kaboul, disait-on le 14 avril 2017 au ministère russe des Affaires étrangères. De possibles pourparlers de paix pourraient avoir lieu à Moscou.

Au lieu de participer aux négociations de paix, l'armée américaine avait, à la veille de la Conférence de paix de Moscou, lancé une bombe à «16 millions de dollars»³⁸ dans l'est de l'Afghanistan.³⁹ «Cependant, lancer une bombe de 10 000 kg sur un groupe de terroristes légèrement équipés, c'est comme tirer au canon sur des moineaux.»⁴⁰ Selon les premières estimations, 36 personnes désignées par l'armée américaine comme des combattants de l'Etat islamique avaient été tuées.⁴¹ D'après les informations du gouvernement régional, il y aurait eu au moins 94 morts, comme l'a relevé la Deutsche Welle.⁴² La population afghane considère ce bombardement massif comme un acte de vengeance de la part des Etats-Unis. En effet, quelques jours auparavant un soldat d'élite américain avait été tué durant les opérations dans cette même région.⁴³

L'Afghanistan pourrait avoir des perspectives d'avenir

Les facteurs extérieurs n'ont pas pu résoudre le conflit en Afghanistan. Au contraire, ils ont uniquement importés des intérêts étrangers en Afghanistan et ont ainsi détruit les solutions politiques.

Ce n'est qu'après 16 ans de guerre de l'OTAN, de destruction et de catastrophes

humanitaires dans le Hindou Kouch que certains politiciens occidentaux, tel le ministre allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel, réalisent que «les interventions militaires ont échoué et [...] n'ont apporté aucune stabilisation».44 C'est la raison pour laquelle les populations quittent l'Afghanistan en grand nombre. Il est temps de laisser les Afghans de trouver une solution au conflit en Afghanistan et dans le sens des intérêts nationaux de l'Afghanistan.

La «Communauté internationale» mène depuis plus de 39 ans une guerre larvée et depuis quinze ans une guerre ouverte contre l'Afghanistan et a ainsi détruit en grande partie la structure sociale du pays: les infrastructures, les bases économiques, politiques et sociales sont désorganisées dans une telle mesure qu'il ne pourra y avoir dans l'avenir immédiat de société capable de fonctionner dans l'Hindou Kouch.

Sur la base de mes propres recherches sur le terrain et de nombreux entretiens avec la population issue des couches et des classes sociales les plus différentes en Afghanistan, je suis arrivé à la conviction qu'il est grand temps de réfléchir à des alternatives à la guerre de l'OTAN. 39 ans de guerre, c'est plus qu'assez. Nous devons sérieusement rechercher des voies nouvelles vers la paix. Les thèses suivantes pourraient servir de base de discussion:

1. Armistice unilatéral et sans condition de la part d'OTAN, d'abord pour une durée d'au moins six mois.
2. Remplacement des unités d'OTAN par une International Security Assistance Force (Isaf), comprenant des unités en provenance d'états musulmans et non alignés. Parmi les Casques bleus des Nations-Unies, 80% proviennent d'Etats non-alignés, pourquoi pas aussi en Afghanistan.
3. Démantèlement de toutes les bases militaires de l'OTAN ainsi que les contrats conclus avec l'administration de Kaboul.
4. Invitation à une politique de réconciliation nationale comprenant tous les groupements politiques, y compris ceux estampillés islamiques, tels les talibans, l'Hesbe Islami de Gulbudin Hekmatyar et le réseau d'Haqani.
5. Formation d'une Commission de vérité d'après le modèle de l'Afrique du Sud.
6. Démantèlement de toutes les troupes militaires et paramilitaires des seigneurs de guerre ainsi que des sociétés de sécurité privées, étrangères et afghanes.
7. Préparation d'élections nationales dans les villages, les communes, les arrondissements etc. pour une Loya Djerga (Conseil national) sous le contrôle d'organisations internationales indépendantes, tels les mouvements pacifistes, féministes, les associations d'étudiants et les syndicats.
8. Institution d'une Loya Djerga élue par le peuple, sans possibilité de désignation de ses députés par le président.
9. Un gouvernement provisoire et des commissions pour l'élaboration d'un projet constitutionnel basé sur l'abolition du système présidentiel, d'une loi électorale, d'une loi sur les partis et d'une loi sur les syndicats doivent être élus par cette Loya Djerga.
10. Conduite d'élections législatives générales, libres et contrôlées par des organisations indépendantes.
11. Election d'un nouveau gouvernement directement par le Parlement, sans proposition préalable du ministre-président par intérim encore en fonction.
12. Abolition de la politique de la porte ouverte et la mise en place d'une politique économique, financière, juridique et fiscale basée sur les intérêts nationaux.
13. Mesures de reconstruction du pays détruit auxquelles serait affecté un quart du budget de guerre de l'OTAN. Ces fonds seraient déposés sur un compte de tutelle lui-même

contrôlé de façon indépendante et uniquement dévolu à ce projet.

14. Les voisins de l'Afghanistan devaient être des associés privilégiés dans les mesures de reconstruction. Cela encouragerait la coopération régionale et la stabilité.

15. Il faudrait mettre en place dans la région périphérique de l'Afghanistan une Union d'Asie du centre et du Sud. Outre l'Afghanistan, y participeraient les cinq pays d'Asie centrale (Tadjikistan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan et Kazakhstan) ainsi que l'Iran, le Pakistan et l'Inde. Tous ces pays ont en effet beaucoup de points communs, tels les langues, les religions et l'histoire.

16. Comme mesure de renforcement de la confiance, l'Afghanistan devrait commencer par être le premier pays à dissoudre son armée nationale, au bout d'environ cinq ans.

17. Une Union d'Asie du centre et du Sud pourrait contribuer à résoudre définitivement le conflit du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan et le conflit autour de la Ligne Durand entre l'Afghanistan et le Pakistan.

18. Il serait alors temps de réduire et de supprimer les arsenaux d'armes nucléaires de l'Inde et du Pakistan. Ainsi l'une des régions les plus riches en conflits du continent asiatique pourrait devenir une zone de la paix, de stabilité et de prospérité.

Matin Baraki

Traduction Horizons et débats

1 Cité selon: Afghanistan nach dem Besuch Chruschtschews - Erklärungen des Fürsten Daud. In: «Neue Zürcher Zeitung» du 9/3/1960

2 Cf. Baraki, Matin. Die Beziehungen zwischen Afghanistan und der Bundesrepublik Deutschland 1945-1978. Frankfurt/M. 1996. p. 201-548

3 Ackermann, Klaus. Stille Revolution in Afghanistan. In: Aussenpolitik. H. 1, Jg. 16. Stuttgart 1965, p. 34

4 Cf. aussi: Baraki, Matin. Theorie und Praxis der nationaldemokratischen Revolution am Beispiel Afghanistans. In: Kraft, Dieter (Hrsg.). Aus Kirche und Welt: Festschrift zum 80. Geburtstag von Hanfried Müller. Berlin 2006, p. 284-310

5 Cf. Taraki, Nur Mohammad. Grundlinie der revolutionären Aufgaben der Regierung der Demokratischen Republik Afghanistan, 9. Mai 1978. In: Brönnner, Wolfram. Afghanistan, Revolution und Konterrevolution. Frankfurt/M. 1980, p. 203

6 Cf. Karmal, Babrak. Rede auf dem neunten Plenum des Zentralkomitees der Demokratischen Volkspartei Afghanistans. Kabul. Asad 1361 [Juli/August 1982]. p. 18 in Dari (Archives de l'auteur)

7 «Ich sehe nicht ein, warum wir ein Land marxistisch werden lassen sollen, nur weil sein Volk verantwortungslos ist», verkündete US-Aussenminister Henry Kissinger am 27. Juni 1970 in vertrauter Washingtoner Runde im Hinblick auf seinen Beitrag beim Sturz der Regierung Salvador Allendes am 11.9.1973 in Chile. In: Dederichs, Mario R. Reagan legt die Lunte an. In: Stern, Nr. 32 vom 4.8.1983, S. 102. Schmid, Thomas. Der andere 11. September. In: Die Zeit. No 38 du 11/9/03, p. 90

8 Cf. Sapper, Manfred. Die Auswirkungen des Afghanistan-Krieges auf die Sowjetgesellschaft. Münster 1994, p. 68

9 Cf. Protokoll der Sitzung des Politbüros des ZK der KPdSU, 18. März 1979, nach Sapper, M. Die Auswirkungen des Afghanistan-Krieges auf die Sowjetgesellschaft. a.a.O., p 385s.

10 L'armée soviétique s'est retirée de l'Afghanistan le 15 février 1989 après 10 ans d'engagement.

11 Les révélations de l'ancien conseiller de sécurité de Jimmy Carter, «Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes [...]». In: Le Nouvel Observateur du 15 au 21 janvier 1998, p. 76

12 Chossudovsky, Michel. Global brutal. Frankfurt/M. 2002, S. 359

13 Un de mes amis était professeur à l'Université de Riad en Arabie saoudite. Il m'a raconté que 5% des salaires des employés et des fonctionnaires étatiques saoudiens étaient déduits sans leur accord en

faveur du djihad en Afghanistan. La situation était semblable dans d'autres Emirats arabes.

14 Cf. Baraki, A. *Matin*. Nacht über Afghanistan. In: *Marxistische Blätter*. Jg. 31. Essen 1993, Nr. 4, p. 17s.

15 Chossudovsky, Michel. *Global brutal*, a.a.O., p. 359

16 CIA-Hilfe für afghanischen Widerstand höher denn je. In: «Frankfurter Rundschau» du 14/1/85, p. 2

17 idem.

18 Absolut blind. In: *Der Spiegel*, Nr. 38, 1989, p. 194

19 Cf. Brönner, Wolfram. *Afghanistan*, a.a.O., p. 18

20 Après la destruction totale de Kaboul, on rescensa 50 000 morts.

21 Sichrovsky, Peter. Ein Land zerfleischt sich selbst. In: «Süddeutsche Zeitung» du 31/8/92, p. 4

22 Cf. Gatter, Peer. Hoffnung in Trümmern. In: Mahfel. Berlin 1995. Nr. 5, p. 7

23 Cf. Ghali, Butros Butros. Die Aufgabe des Sisyphus. In: *Der Spiegel*. Nr. 31/96 du 29/7/96, p. 116

24 Roy, Olivier. Die Taleban-Bewegung in Afghanistan. In: *Afghanistan-Info*. Neuchâtel. no 36, février 1995. Cité d'après: Mahfel, H. 2. Berlin 1995, p. 8

25 Jang, *The News* du 3/3/95, cite d'après: Taleban schon seit 1985/86? In: *Ebenda*, p. 5

26 *Newsweek* du 17/4/95 et Artico, A. Afghanistans ferngesteuerte Glaubenskrieger. In: *Le Monde Diplomatique/Tageszeitung*. novembre 1995, p. 15.

Il s'agissait là aussi d'Usbekistan, situé au nord de l'Afghanistan, où se trouvent les plus riches mines d'or du monde avec une production annuelle d'environ 50 tonnes et des plus grandes réserves d'argent du monde ainsi que de l'uranium au Kirgistan.

27 Malgré la présence américaine massive au Hindou Kouch, le projet n'était toujours pas concrétisé 20 ans plus tard.

28 Haubold, Erhard: In Afghanistan spielen die UN noch eine untergeordnete Rolle, in: «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 26/10/96, p. 1

29 Krieg um Bodenschätze. In: *Der Spiegel* Nr. 22/1997 du 26/5/97

30 Haubold, Erhard. In Afghanistan spielen die UN noch eine untergeordnete Rolle, a.a.O., p. 2

31 Wörmer, Nils/Kaim, Markus. Afghanistan nach den gescheiterten Präsidentschaftswahlen im April 2014. S. 23. In: Perthes, Volker/Lippert, Barbara (Hrsg.). *Ungeplant bleibt der Normalfall - Acht Situationen, die politische Aufmerksamkeit verdienen*. Berlin, SWP-Studie du 16/9/13

32 Sydow, Christoph: Die Kapitulation des Westens in Afghanistan. *Spiegel Online* du 20/6/13

33 Bemühungen um Frieden für Afghanistan,

in: «Neue Zürcher Zeitung» du 12/1/16, p. 3

34 Matern, Tobias. Eine Sache von Jahrzehnten.

In: «Süddeutsche Zeitung» du 20/2/17, p. 2

35 Petersen, Britta. Die Rückkehr des «Grossen Spiels» um Afghanistan. In: «Neue Zürcher Zeitung» du 3/1/17, p. 4

36 Cf. *Russland organisiert Afghanistan-Treffen*. dpa du 19/3/17 et *Deutschlandfunk* du 14/4/17

37 Cf. Böge, Friederike/Schmidt, Friedrich. Kratzen an der Nato-Flanke. In «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 13/4/17, p. 5.

38 «Gazeta Wyborcza» du 15/4/17. Cf. *Tagesschau.de* du 14/4/17

39 Avec ce bombardement, les Etats-Unis ont détruit un système de tunnels qu'ils avaient eux-mêmes construit dans les années 1980 pour les moudchahidin terroristes.

40 «De Telegraaf» du 15/4/17

41 Cf. dpa du 14/4/17

42 Afghanistan-Konferenz ruft Taliban zu Frieden auf. *Deutsche Welle Online* du 14/4/17

43 Cf. Böge, Friederike. Bombe mit Signalwirkung. In: «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 15/4/17, p. 2

44 Gabriel sucht die Konfrontation in der Nato. In: «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 1/4/17, p. 2

La source originale de cet article est [Horizons et débats](#)

Copyright © [Matin Baraki](#), [Horizons et débats](#), 2017

Articles Par : [Matin Baraki](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca